

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

4° année / N° 191

Du 3 au 9 octobre 1986

POLITIQUE

La CIDH recommande une enquête sur les disparitions forcées

L'armée : La "neutralité active" peut changer

Cerezo critiqué en Espagne

Conclusion de la visite de Cerezo en Espagne

Cerezo : Les militaires ne seront pas jugés pour leur coopération aux violences

INSURRECTION

L'activité militaire continue dans le Suchitepequez

L'EGP développe une activité intense

MOUVEMENT POPULAIRE

Fin de la grève

Des syndicalistes appuient le GAM

DROITS DE L'HOMME

La CDHG dénonce les menaces contre le GAM

La FEDEFAM dénonce les menaces de l'armée

Le GAM reçoit un prix international

Des jeunes attaqués à la grenade

Plusieurs mineurs ont disparu

Assassinats à la chaîne

4°P. 12315

POLITIQUE

LA CIDH RECOMMANDE UNE ENQUETE SUR LES DISPARITIONS
FORCEES

Dans un communiqué diffusé le 7 octobre, la Commission Interaméricaine des Droits de l'Homme (CIDH) a recommandé au gouvernement guatémaltèque de mener une enquête "exhaustive" sur les disparitions forcées et d'établir les responsabilités à ce sujet.

La CIDH, qui fait partie de l'Organisation des Etats Américains, signale que, depuis l'entrée en fonction du gouvernement démocrate-chrétien en janvier de cette année, la violence a déjà fait 700 victimes, dont 400 pour des raisons politiques et que "l'odieuse pratique des disparitions forcées n'a pas cessé".

L'ARMEE : LA 'NEUTRALITE ACTIVE' PEUT CHANGER

La politique de "neutralité active" proclamée par le gouvernement peut changer selon le cours des événements en Amérique Centrale, a déclaré le général Jaime Hernandez Mendez, ministre de la Défense, le 6 octobre.

Le chef militaire a fait savoir que le gouvernement nord-américain a attribué 5 millions de dollars au titre de l'aide militaire, sous forme de matériel non susceptible d'entraîner la mort, 42 camions de 24 tonnes et 30 ambulances. Le chef de l'état major de l'armée, le général Hector Gramajo, s'est rendu à Washington à ce propos.

CEREZO CRITIQUE EN ESPAGNE

Des organisations humanitaires, des groupes chrétiens, des comités de solidarité et des partis politiques ont critiqué la politique de non respect des droits de l'homme menée par le gouvernement démocrate-chrétien du Guatemala, au cours d'une manifestation devant l'ambassade guatémaltèque à Madrid le 4 octobre.

Le président Vinicio Cerezo offrait une réception aux Guatémaltèques résidant dans ce pays d'Europe.

CONCLUSION DE LA VISITE DE CEREZO EN ESPAGNE

Le président Cerezo a reconnu la dette de 240 millions de dollars de son gouvernement à l'égard de la Banque de Santander ; cet argent a été investi dans l'achat de matériel et la construction d'installations de l'entreprise "Celulosas de Guatemala" (CELGUSA), dont l'Etat est le principal actionnaire. Selon les observateurs politiques, cette question avait failli annuler la visite de Cerezo en Espagne.

Des porte-paroles officiels ont fait savoir que le gouvernement de Felipe Gonzalez fournira au Guatemala 18 millions de dollars pour la construction de logements sociaux et d'oeuvres d'infrastructure en zone rurale.

CEREZO : LES MILITAIRES NE SERONT PAS JUGES POUR LEUR COOPERATION AUX VIOLENCES

L'armée guatémaltèque contribue au processus de transition vers la démocratie ; c'est pour cette raison que le gouvernement n'a pas l'intention d'intenter de procès aux militaires soupçonnés d'avoir participé aux violations des droits de l'homme, bien qu'il "ne soit pas facile de tout effacer et de recommencer" ; mais, a déclaré le 3 octobre à Madrid le président du Guatemala Vinicio Cerezo, on ne peut pas "ressusciter les morts".

Le 6 octobre, au cours d'une entrevue accordée à un quotidien français lors de son arrivée dans ce pays, le président a nié qu'il y ait au Guatemala une violence de caractère politique. Il a qualifié le Groupe d'Appui Mutuel (GAM), composé de proches des disparus, de "radical" et de chose du passé. Cerezo a reconnu ne contrôler qu'une partie du pouvoir.

INSURRECTION

L'ACTIVITE MILITAIRE CONTINUE DANS LE SUCHITEPEQUEZ

L'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) a communiqué des informations le 2 octobre sur le développement des dernières actions survenues dans le cadre de la contre-offensive menée par l'Armée depuis le début du mois de Septembre dans la zone de la municipalité de Chicacao, dans le département de Suchitepéquez (sud-ouest du pays).

Selon l'ORPA, le 26 septembre, une unité de la guérilla a tenu une embuscade à une colonne des troupes spéciales de l'armée, sur la colline de Patzizij ; l'armée a perdu 6 hommes ; le lendemain, d'autres unités rebelles ont occupé la plantation de café "Mi Tierra", où elles ont réalisé une réunion politique avec plus de 600 travailleurs.

L'EGP DEVELOPPE UNE ACTIVITE INTENSE

Les forces insurgées ont attaqué deux casernes de l'armée dans le nord-ouest du pays, causant un nombre élevé de pertes parmi la troupe gouvernementale ; dans le même temps, diverses actions de propagande étaient réalisées, a-t-on appris par un communiqué de l'Armée de Guérilla des Pauvres (EGP), diffusé le 6 octobre.

Les attaques des casernes du lotissement Xalbal et du village Batzuchil, dans les municipalités de Ixcán et de Nebaj, département du Quiché, ont respectivement eu lieu les 26 et 18 septembre. Les 17, 23 et 25 de ce même mois, les unités de guérilla ont organisé des réunions politiques avec les habitants de plusieurs villages des départements du Huehuetenango et du Quiché.

MOUVEMENT POPULAIRE

FIN DE LA GREVE

La grève qui avait commencé en septembre dans les plantations de bananes Taylor Presa et Pamaxán, dans la municipalité Entre Ríos du département de Izabal, (nord-est du pays), a pris fin le 2 octobre par la conclusion d'un accord entre les partenaires syndicaux, patronaux et gouvernementaux.

Les syndicalistes ont accepté la reprise du travail contre la promesse du secteur patronal de payer les jours de grève et de ne pas prendre de sanctions.

D'autre part, les propriétaires des plantations Arizona et Mariana, dont les travailleurs sont également en grève depuis plusieurs semaines, ont refusé d'assister à la réunion. Le conflit dans ces entreprises n'est toujours pas résolu.

DES SYNDICALISTES APPUIENT LE GAM

Le Syndicat des Travailleurs des Municipalités (SCTM) a exprimé son appui à la lutte menée par le GAM pour la réapparition en vie des milliers de disparus pour des raisons politiques.

Dans son communiqué, diffusé le 5 octobre, le SCTM réclame la formation d'une commission d'enquête sur les disparus dans laquelle seraient représentées les organisations internationales défendant les droits de l'homme.

DROITS DE L'HOMME

LA CDHG DENONCE LES MENACES CONTRE LE GAM

Les membres du GAM, et en particulier leur présidente, Nineth de Garcia, sont victimes d'une campagne de menaces et d'hostilités ; ils courent le danger d'être exécutés sans jugement par des forces gouvernementales, a dénoncé le 6 octobre la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (CDHG).

Dans un dépliant publié par la presse locale, la CDGH lance un appel à la communauté internationale pour qu'elle intercéde auprès du gouvernement de Cerezo et fasse cesser de tels actes.

LA FEDEFAM DENONCE LES MENACES DE L'ARMEE

Dans un communiqué du 7 octobre, la Fédération latino-américaine des associations des proches de détenus-disparus (FEDEFAM), dont le siège se trouve à Caracas (Venezuela), a fait part de sa préoccupation en raison des menaces "publiques de l'armée guatémaltèque d'infliger des sévices aux membres du GAM".

Selon la FEDEFAM, le gouvernement n'a pris aucune mesure pour enquêter et sanctionner "les flagrantes violations des droits de l'homme, alors que nous nous trouvons à nouveau dans une situation que nous avons connu récemment".

LE GAM RECOIT UN PRIX INTERNATIONAL

D'après une information du 1er octobre, le prix Carter-Menil des Droits de l'Homme, institué par l'ex-président des Etats-Unis James Carter et par Madame Dominique de Menil, a été

attribué cette année au GAM et au dissident soviétique Yuri Orlov.

Le GAM a fait savoir le 5 octobre que ses bureaux ont reçu 128 dénonciations de disparitions forcées depuis la formation du gouvernement démocrate-chrétien, la plupart des cas étant recensés en mai, juin, juillet et août.

DES JEUNES ATTAQUÉS LA GRENADE

8 jeunes gens qui revenaient d'un centre sportif ont été blessés par des hommes fortement armés qui les ont attaqués avec des poignards et leur ont lancé une grenade. L'information, émise par des organismes d'assistance le 6 octobre, signale que les hommes circulaient à bord de véhicules officiels, dans le centre de la capitale. 3 des jeunes, âgés de 10 à 16 ans, gravement blessés ont dû être amputés, les 5 autres, dont l'aîné a 21 ans ont été hospitalisés pour des blessures légères.

PLUSIEURS MINEURS ONT DISPARU

5 jeunes mineurs, dont 4 élèves du secondaire, ont disparu depuis plusieurs jours, bien que l'on les ait cherchés dans les centres hospitaliers et de détention de la capitale et dans les villes de l'intérieur, ont fait savoir les familles des victimes le 5 octobre.

Les disparus sont : Ana Lorena Veliz, Flores et Sucely Gonzalez Morales (16 ans), Alicia Hernandez Pirir et Maria Teresa Cotzajay (17 ans), Mario Caal (10 ans).

ASSASSINATS A LA CHAÎNE

8 personnes ont été assassinées, certaines d'entre elles avaient été enlevées par des effectifs policiers en divers points du pays, a-t-on appris de source judiciaire, le 5 octobre. C'est ainsi que l'on a retrouvé le 2 octobre les cadavres torturés des paysans Vicente Escobar Estupé (21 ans) et Filadelfo Hernandez Rivas (26 ans) dans le département de Santa Rosa (est du pays).

D'autre part, on a retrouvé sur la route qui relie la capitale à la frontière du Salvador, les cadavres torturés de citoyens du Honduras Luis Fernando Colindres, Elvira Felipa Vanegas, et d'un homme non identifié, ainsi que celui du guatémaltèque Nehemias Chinchilla Najarro.

La presse a informé que le commerçant Jorge Mario Orellana Saravia, 26 ans, et le propriétaire agricole Rafael Franco Pacheco, 24 ans, ont été séquestrés le 5 octobre par des agents en civil dans la capitale et dans le département d'Escuintla (sud du pays).